

Crise de déni monétaire : mais pourquoi les élites françaises ont-elles tant de peine à comprendre l'importance de ce qu'a fait Mario Draghi pour la zone euro ?



Les ornières de nos élites sur les questions monétaires sont multiples : idéologiques, résultant d'un défaut de formation et de compétence.

Avec Alexandre  
Delaigue

**Atlantico : 10 années après le déclenchement de la crise de 2008, le débat intellectuel français semble encore éviter certaines questions qui ont pourtant, pu animer et éclairer les débats économiques étrangers. De nombreux économistes, dont certains prix Nobel comme Paul Krugman, Joseph Stiglitz, ou encore des économistes présentés comme libéraux comme Michael Woodford ou le chef économiste de Goldman Sachs, Jan Hatzius ont analysé cette "grande récession" comme le résultat d'une crise de la demande, principalement pour des causes monétaires, et ce, avant toute autre considération. Une situation qui a également été comprise par Mario Draghi, président de la BCE. Comment expliquer ce qui semble relever d'une part de déni de la situation de la part des "élites" en France, notamment du point de vue politique ? Faut-il y voir des considérations idéologiques, de compétences, de formation, ou peut être un refus de remise en cause d'une situation existante ?**

**Alexandre Delaigue :** Il faut d'abord noter que le diagnostic d'une crise de la demande a été fait dans un premier temps, pour assez rapidement être abandonné. Et que le diagnostic de crise de demande n'a pas été si bien fait aux USA. En France il y a plusieurs facteurs expliquant cette négligence de l'aspect demande. Le premier est idéologique, l'idée que la France "doit faire ses réformes", se normaliser, et que toute crise doit être utilisée comme justification d'un package de réformes libérales du marché du travail, de réduction de la dépense publique, etc. Mais ce facteur est insuffisant. Après tout l'orthodoxie économique indique qu'il est préférable de réformer quand la conjoncture est bonne, que la demande est forte, plutôt qu'en situation de crise. Le second facteur tient à la formation des élites françaises et au statut de l'économie dans celle-ci. Elle n'est vue que comme un discours qui sert à justifier des options politiques prédéfinies. On vous présentera l'économie comme "les keynésiens disent une chose, les libéraux le contraire". L'économie n'est alors qu'une extension du discours politique et l'idée que la politique économique est avant tout affaire de contexte, est absente. Il y a aussi le contexte général. L'Europe est le grand projet géopolitique des élites françaises par lequel on doit retrouver la gloire et l'influence perdues. De la même manière la victoire contre l'inflation de 1983 est vue comme le grand succès des élites politico-administratives de la génération des Trichet. Il est difficile de sortir de cette perspective. Là encore il ne faut pas généraliser, mais tous ces facteurs contribuent à une position peu ouverte sur des politiques macroéconomiques actives, et un biais en faveur de

---

l'austérité rédemptrice.

**Dans un article il y a près de 20 ans, le prix Nobel Paul Krugman titrait " un pays n'est pas une entreprise" en critiquant une vision économique qui traduisait de plus en plus une extrapolation du fonctionnement d'une entreprise à la dimension d'un état. Faut-il comprendre cet avertissement datant de 20 ans, comme une réalité du débat économique français ?**

Le même Krugman critiquait dans un célèbre article ([http://www.slate.com/articles/business/the\\_dismal\\_science/1997/06/unmiti...](http://www.slate.com/articles/business/the_dismal_science/1997/06/unmiti...)) l'incohérence et une certaine arrogance des élites économiques françaises à l'époque. Et un discours creux sur la compétitivité qui servait de prétexte pour ne pas traiter les vrais problèmes. On en est effectivement l'objet mais on est loin d'être seuls en la matière, et probablement pas les pires.

**Alors que l'Allemagne est régulièrement présentée comme le frein le plus important à une telle approche fondée sur la demande, rien ne semble pouvoir attester que la France ait pu porter une autre vision. Quelle est la responsabilité de la France dans cette absence de débat en Europe ? Cette situation est-elle plus le fruit d'une vision sincèrement identique entre les deux pays, ou plutôt comme un refus de la part des élites françaises de s'opposer à l'Allemagne sur cette question essentiellement monétaire ?**

L'Allemagne n'est pas seule, de nombreux autres pays ont cette approche de "petit pays", pour lequel relancer la demande est moins important que maintenir la compétitivité. L'idée que l'on fonctionne différemment en étant un "grand pays" dont l'essentiel de la demande est domestique est peu répandue en Europe. Il y a un vrai complexe par rapport à l'Allemagne, depuis très longtemps, sa compétitivité export, son industrie. Mais il y a aussi un modèle britannique tout aussi mal compris, qui fait croire que l'économie britannique est un succès alors que sa productivité est en berne et qu'elle serait dans l'état de l'Italie sans la capacité de mener une politique monétaire autonome. La France est le pays en Europe qui voudrait être l'Allemagne mais ressemble un peu trop à l'Italie pour son confort. Cela conduit à la crainte de se trouver sous la pression des marchés financiers, s'il y a le moindre doute sur les finances publiques et surtout, le "sérieux" national. Résultat, pour avoir l'air sérieux on défend des politiques pas si sérieuses, du moins officiellement. Dans le même temps on sait être plus pragmatiques. Les français ont très bien soutenu Draghi à la BCE, n'ont pas été si mauvais avec la crise grecque. Et la légitimité de l'euro et des politiques européennes en Allemagne est une question importante. On ne peut pas s'aliéner l'opinion publique allemande.